

et 252 000 hectares de terrain en métropole) se doit d'être exemplaire en matière de développement durable. Depuis de nombreuses années, le MINDEF français a pris conscience de l'importance de la protection de l'environnement et développé un certain nombre de partenariats avec différents acteurs impliqués dans le domaine (Conservatoire du littoral, Office national des forêts). Ainsi des actions de protection d'espèces menacées (base aérienne 115 Orange), de régulations des populations animales (base aérienne 123 Orléans) ou la gestion d'une zone militaire intégrée à un parc naturel (base aérienne 125 Istres) sont menées conjointement.

La tenue du « Brienne de l'environnement » en 2007 a permis la formalisation de la politique du ministère au travers de plans d'action sectoriels ou thématiques (dépollution, achats durables...) et, depuis 2010, dans la *Stratégie de la France pour le développement durable* sous la forme d'un rapport publié par le ministère.

De gros efforts ont été faits notamment en termes de réduction de la flotte automobile ou de son remplacement par des véhicules moins polluants, de développement d'une politique d'achats durables pour les armements et pour les véhicules opérationnels afin de prendre en compte le cycle complet de tout nouveau système ou véhicule depuis sa conception jusqu'à sa fin de vie et son démantèlement. Des audits énergétiques ont été menés et ont donné lieu à des travaux d'optimisation lors de la rénovation des bâtiments existants afin de réaliser des économies en matière de chauffage. Une structuration de la filière a été menée au sein du ministère depuis le cabinet du ministre jusqu'au niveau local avec la mise en place des bureaux maîtrise des risques (BMR) sur les emprises militaires.

Toutefois, ces démarches innovantes ne sauraient être menées sans tenir compte de l'impossibilité de transiger avec l'obligation de maintien en condition opérationnelle du personnel.

Dans sa volonté de renforcer son intégration au sein de la société, le ministère de la Défense a mis en œuvre des politiques environnementales tout en prenant en compte les spécificités qui lui sont propres. Dès 2010, les armées avaient ainsi réussi à réduire leurs émissions de gaz à effets de serre à hauteur de 30 % et leur consommation d'énergie primaire à hauteur de 17 %. Ces actions ne concernent pas uniquement le territoire national et sont donc prises en compte dans le cadre de la planification des opérations sur les territoires extérieurs.

Adjudant Valérie Grillet
rédactrice au CESA